

NUCLÉAIRE

Le projet d'accord est dans l'«intérêt» de l'Iran, affirment les Russes

Le projet d'accord présenté par l'AIEA pour faire enrichir à l'étranger l'uranium iranien est «dans l'intérêt de l'Iran» et n'est pas une «ruse» pour faire sortir le combustible nucléaire du pays, a indiqué hier l'ambassadeur russe à Téhéran.

«Cette proposition n'est pas une ruse pour retirer des mains de l'Iran son uranium faiblement enrichi», a déclaré Alexander Sadovnikov, ambassadeur russe à Téhéran, dans une interview accordée à l'agence officielle Irna.

«Nous pensons que ce projet et la signature d'un accord technique pour la fabrication du combustible pour le réacteur de recherche de Téhéran sont dans l'intérêt de l'Iran et aideront à résoudre la question nucléaire iranienne», a-t-il ajouté.

Il a ajouté que la Russie estimait que «les sanctions et les menaces de (nouvelles, ndlr) sanctions ne feront que compliquer la situation et

mèneront à une impasse». «Nous sommes partisans d'un dialogue constructif à propos de toutes les questions communes sans préconditions et menaces», a-t-il ajouté. «Nous partageons le point de vue de nos partenaires au sein du groupe des Six (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, Allemagne, ndlr) qui estiment que le programme nucléaire iranien, en particulier dans certains aspects concernant ses activités passées, manque de transparence», a ajouté l'ambassadeur russe.

Selon des diplomates occidentaux, le projet initial de l'AIEA prévoit que l'Iran livre d'ici fin 2009

1 200 de ses 1 500 kg d'uranium faiblement enrichis (à moins de 5 %) pour le faire enrichir à 19,75 % en Russie, avant que la France n'en fasse des «cœurs nucléaires» pour le réacteur de recherche de Téhéran, qui opère sous surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Téhéran a demandé la poursuite des négociations avec la Russie, les Etats-Unis et la France pour arriver à un accord.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a déclaré samedi qu'«il est temps que l'Iran remplisse ses obligations» et que «la patience a ses limites». «Accepter ce projet serait un bon début», a-t-elle ajouté.

Les Etats-Unis et la France ont déclaré qu'ils attendaient une réponse formelle de l'Iran au projet d'accord.



Alexander Sadovnikov, ambassadeur russe à Téhéran.

Photo : DR

SOUDAN

Les Soudanais s'enregistrent pour les premières élections en près de 25 ans

Sans se bousculer au portillon, les Soudanais ont commencé hier à s'inscrire sur les listes électorales en vue des élections d'avril 2010, le premier scrutin multipartite en près d'un quart de siècle dans le plus grand pays d'Afrique.

«Je suis une citoyenne soudanaise et je veux exercer mon droit de vote», explique Mushaid Youssif, une jeune mère venue s'enregistrer dans le quartier populaire d'Ad-Dim, à Khartoum, où des électeurs s'inscrivaient au compte-gouttes dans la matinée.

«L'enregistrement est différent par rapport aux précédentes élections. Là, ils m'ont donné une carte d'électeur (plastifiée) et numérotée que je devrai présenter pour voter», souligne Ali Abdel Galil Omar, vieil homme vêtu d'une tunique blanche.

Le début de l'enregistrement défrayait la chronique hier dans la plupart des quotidiens de la capitale, mais dans les rues, les affiches expliquant aux électeurs où, quand et comment s'inscrire étaient rares. A Juba, capitale du Sud-Soudan semi-autonome, un concert et une grande marche ont lancé samedi le

processus d'enregistrement. «Nous sommes heureux parce que cela signifie le début de la période électorale», souffle William Deng, 25 ans, chauffeur d'une moto-taxi.

«La population ne sait pas que l'enregistrement a commencé, mais cela va changer», ajoute-t-il. Les rues de Juba, ville majoritairement chrétienne, étaient tranquilles hier matin alors que plusieurs personnes étaient à la messe.

Les électeurs soudanais ont un mois pour s'inscrire sur les listes électorales dans des bureaux fixes et mobiles qui se rendront dans des villages isolés. «Nous avons établi un calendrier (pour passer dans les zones plus reculées) et les chefs de village sont au courant», dit à l'AFP al-Hadi Mohammed Ahmed, responsable de l'enregistrement à la Commission soudanaise des élections. Mais «la commission élec-

torale aura peut-être des difficultés à envoyer le matériel dans des régions reculées», souligne un responsable onusien sous le couvert de l'anonymat.

Le Soudan compte 39 millions d'habitants, soit environ 19 à 20 millions d'électeurs potentiels, selon les autorités. «Ce sera un défi d'inscrire 20 millions d'électeurs en un mois», explique à l'AFP Aly Verjee du Centre Carter, organisme américain qui observe le processus électoral à travers le Soudan. Les élections — législatives, présidentielle et régionales — d'avril 2010 seront les premières élections multipartites depuis 1986 au Soudan, géant africain dirigé depuis 1989 par le président Omar el-Béchir, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI), et les cinquièmes depuis l'indépendance du pays en 1956. Le nombre d'électeurs inscrits est historiquement bas au Soudan. Selon les données colligées par l'institut de recherche Rift Valley, quelque 26% de la population — donc un peu plus de 50 %

des personnes éligibles — étaient inscrits aux élections de 1986, le plus fort taux de l'histoire du pays. «Nous espérons cette fois obtenir un taux de 70 %», affirme al-Hadi Mohammed Ahmed.

L'enregistrement des électeurs se fera dans un climat tendu dans certaines régions du Sud-Soudan, théâtre de violents affrontements tribaux depuis le début de l'année, et au Darfour (ouest) en proie à une guerre civile complexe et à une insécurité chronique.

«Au Darfour, il y a une combinaison de difficultés à la fois logistiques et tenant à la sécurité», remarque M. Verjee du Centre Carter. Quelque 2,7 millions de personnes déplacées par le conflit au Darfour vivent dans des camps. Ces déplacés ont aussi le droit de vote.

L'ONU doit déployer environ 200 observateurs internationaux pour surveiller le processus d'enregistrement, qui lors des élections passées, avait fait l'objet de vives contestations.

BIRMANIE

Des diplomates américains rencontreront l'opposante Suu Kyi

Deux hauts diplomates américains attendus cette semaine en Birmanie devraient rencontrer la figure de l'opposition Aung San Suu Kyi, mais pas l'homme fort du régime, le généralissime Than Shwe, a-t-on appris hier auprès d'un responsable birman.

Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, Kurt Campbell, et le sous-secrétaire d'Etat adjoint, Scot Marciel, doivent se rendre en Birmanie mardi et mercredi. Aucun programme officiel n'a été publié, mais un responsable birman a indiqué à l'AFP que les deux diplomates pourraient s'entretenir avec la

lauréate du prix Nobel de la Paix. En revanche, ils ne rencontreront probablement pas le numéro un du régime, qui vit reclus à Naypyidaw, la nouvelle capitale de la Birmanie depuis 2005.

«Kurt Campbell ira directement mardi à Naypyidaw et rencontrera le Premier ministre» Thein Sein, a indiqué le responsable, sous couvert de l'anonymat. «Il reviendra mercredi et rencontrera Suu Kyi et (des cadres) de la Ligue nationale pour la démocratie (LND)», a-t-il ajouté, laissant entendre que le programme était modifiable à la dernière minute.

Cette visite constitue une nouvelle étape dans le rapprochement entre les Etats-Unis et la Birmanie après les entretiens de New York, fin

septembre, les premiers entre les deux pays en plus de dix ans. La junte a donné, depuis début octobre, quelques signes d'une volonté de dialogue.

Alors qu'a été confirmée, le 2 octobre, sa condamnation à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence, Aung San Suu Kyi a rencontré par deux fois Aung Kyi, ministre du Travail et officier de liaison du régime.

Ils ne s'adressaient plus la parole depuis janvier 2008. Elle a ensuite débattu des sanctions occidentales avec des diplomates étrangers après en avoir fait la demande dans une lettre au généralissime Than Shwe, homme fort de la junte.

FRANCE

Les Français veulent débattre de leur «identité nationale», selon un sondage

Les Français sont très majoritairement favorables au débat sur leur «identité nationale», qui a été annoncé par le ministre de l'Immigration, Eric Besson, et sera lancé dans les prochains jours, en dépit de la forte opposition de la gauche.

Selon un sondage publié hier par le quotidien *le Parisien*, 60 % des Français approuvent le grand débat que le gouvernement veut lancer dans le pays à partir d'aujourd'hui, contre 35% qui jugent que c'est une mauvaise chose. Les sympathisants de gauche y sont favorables à 50 %, ceux de droite à 72 %, selon cette enquête réalisée par l'institut CSA.

L'idée de ce débat avait été lancée le 25 octobre par Eric Besson, porte-voix de la politique d'immigration ferme et décomplexée prônée depuis son élection par le président Nicolas Sarkozy.

L'opposition de gauche juge «dangereux» un tel débat, soulignant la difficulté à définir l'identité nationale d'un pays façonné par les vagues successives d'immigration.

Elle accuse aussi Nicolas Sarkozy de brandir de nouveau ce thème, lancé pendant sa campagne présidentielle de 2007 et destiné, selon elle, à séduire l'électorat d'extrême droite.

Selon Eric Besson, des réunions seront organisées dans les préfectures et sous-préfectures dès aujourd'hui, rassemblant associations, enseignants, élèves et parents d'élèves, syndicats, dirigeants d'entreprises, élus nationaux et européens.

Le débat doit s'achever avant le 28 février, avec la présentation par le ministre de la synthèse générale de ces travaux, qui doivent s'articuler en deux parties : «identité nationale», avec la question «qu'est-ce qu'être Français aujourd'hui?» et «apport de l'immigration à l'identité nationale».

Dans son sondage, *le Parisien* interroge également l'échantillon de Français sur les éléments constitutifs de «l'identité de la France».

La langue française est jugée «très importante» ou «assez importante» par 98 % des sondés, l'hymne national La Marseillaise et le drapeau bleu-blanc-rouge respectivement par 77 % et 88 % des personnes interrogées.

Lorsqu'ils sont interrogés sur l'accueil des immigrés, les Français répondent à 31 % qu'il est «très important» et à 42 % qu'il est «assez important» pour «l'identité de la France», selon ce sondage.